Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

270 | Avril-Juin 2015

**Stratégies territoriales d'adaptation aux contraintes
démographiques et environnementales : le Niger**

Exode rural, urbanisation et sécurité privée à Niamey

Rural exodus, urbanization and private security in Niamey

Hamadou Issaka

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7451>

DOI : 10.4000/com.7451

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 225-242

ISBN : 978-2-86781-977-3

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Hamadou Issaka, « Exode rural, urbanisation et sécurité privée à Niamey », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 270 | Avril-Juin 2015, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/7451> ; DOI : 10.4000/com.7451

Exode rural, urbanisation et sécurité privée à Niamey

Hamadou Issaka¹

Introduction

Au Sahel où l'agriculture occupe la majorité de la population, les jeunes migrent souvent vers les villes pour y passer la saison sèche, saison « morte » qui dure entre huit et neuf mois de septembre à juin en moyenne. Généralement, les capitales accueillent les plus grands contingents du fait qu'elles abritent l'essentiel de l'administration et détiennent l'essentiel du pouvoir économique. Niamey offre un bel exemple de ce mouvement saisonnier de jeunes et moins jeunes qui quittent leurs terroirs pour venir chercher un emploi temporaire en attendant la saison des travaux champêtres. La migration est parfois amplifiée lors des années de sécheresse qui, de plus en plus récurrentes, modifient substantiellement la physionomie de la ville. Certains auteurs ont même évoqué une « migration de la pauvreté » (Alpha Gado, 1998) à cause de l'installation au centre et à la périphérie de la ville d'une population démunie à la recherche de la pitance quotidienne. Si certains, parmi les très jeunes ou les vieux, peuvent s'adonner à la mendicité (activité tolérée quoique délictueuse), certains parmi les adolescents et les adultes surtout adoptent des stratégies plus risquées et plus dangereuses (Rabo, 1981). L'impuissance ou la mansuétude des autorités face aux délinquants et aux criminels a conduit à l'émergence de sociétés privées de sécurité dites de gardiennage (Motcho, 2002 ; Issaka, 2010 ; Harou, 2011). Elles sont l'objet de cet article.

1. Chercheur à l'Institut de recherches en sciences humaines (IRSH), Université Abdou Moumouni de Niamey, BP : 318 Niamey-Niger, mél : hamadouissaka@yahoo.fr

I - Exode rural et insécurité à Niamey

Niamey connaît une croissance démographique rapide, contemporaine du développement de l'insécurité ces dernières années. Des facteurs endogènes et exogènes expliquent ces deux phénomènes.

1 - La migration vers Niamey : de l'incitation à la répulsion

L'agglomération de Niamey couvre plus de 150 km² (fig. 1). Sa croissance spectaculaire est liée à la pénétration française au Niger qui en a fait d'abord un poste militaire avant de devenir capitale de la colonie puis de l'État, après l'Indépendance. En effet, grâce aux emplois et autres facilités qu'elle offre, l'installation de l'administration a rapidement permis à Niamey de se développer. Arrivés pendant la colonisation, les premiers migrants ont été suivis par d'autres vagues migratoires qui ont façonné le paysage urbain de la capitale. Aussi, l'administration coloniale, pour aider les populations à s'installer à Niamey, a-t-elle pris des mesures allant de la distribution gratuite des parcelles (Sidikou, 1980), à l'exemption d'impôt, en passant par la suppression des travaux forcés et la création d'un marché aux taxes incomparables par rapport à celles des autres marchés.

Ces mesures ont drainé des populations diverses vers Niamey et dès 1906, le quartier des étrangers, le *Zongo*, disposait d'un chef de quartier (Bernus, 1969). Par étrangers, ici, il faut entendre tous ceux dont l'aire culturelle est éloignée de celle de la population locale : principalement des Haoussas de l'Est du territoire, du Nigeria, ou des Yorubas du Nigeria, etc. Outre ces marchands, l'installation de l'administration a permis le recrutement de fonctionnaires et auxiliaires ainsi que l'implantation de commerces avec le plus souvent du personnel expatrié.

Les différentes mesures aussi incitatives soient-elles n'auraient pas pu avoir un effet immédiat si elles n'avaient pas bénéficié d'un concours de circonstances, à savoir l'impact de la sécheresse. En effet, moins de deux ans après l'installation du poste militaire par le capitaine Salaman, une sécheresse a frappé les régions limitrophes incitant certaines populations à migrer vers la ville pour profiter de l'aide alimentaire offerte par l'administration coloniale. Les différentes famines ont toutes laissé leur empreinte avec l'exode massif des populations. La famine de 1903 appelée *Izé néré* (vente d'enfants), suivie de celle de 1913-1914 *Ganda-Béri* (grande brassée), (Mounkaila, 2006), ont drainé des populations vers Niamey. C'est surtout la famine *Doa-djiré* (année du criquet) du début des années 1930 qui marqua fortement l'évolution de Niamey en multipliant par 14 la population temporaire : près de 23 000

Figure 1 - Situation géographique de Niamey et origine des migrants

personnes s'y étaient installées alors que Niamey ne comptait à l'époque que 1 640 habitants (Alpha Gado, 1998).

Ces vagues migratoires ont conduit à la création des quartiers comme Deyzeïbon et Foulan-Kwara (Everett, 2013). Après l'accession du Niger à l'indépendance, les famines des décennies 1960, 1970 et 1980 ont elles aussi beaucoup contribué à l'installation des populations rurales dans de nouveaux quartiers, souvent irréguliers : c'est le cas de Golf, Tchiana Carré, Deuxième forage, Cases Allemandes (tous déguerpis en 2008), Zarmagandey, Pays-Bas, et des interstices de la ville notamment les terrains vides des nouveaux quartiers (Route Filingué, Couronne Nord, Dar-Es-Salam) qui sont également squattés.

Les famines et les migrations qu'elles induisent ont contribué à l'explosion démographique de la capitale nigérienne devenue une véritable « terre d'asile » par Gillard (2005). Ainsi les migrations consécutives à la famine de 1972-1973 ont-elles fait plus que doubler la population en l'espace de cinq ans. Niamey est passée de moins de cent mille habitants en 1970 à 200 000 habitants cinq ans plus tard (Alpha Gado, 1998). D'une manière générale, les migrations des affamés en quête de survie ont entraîné une multiplication par 3,7 de la population en 16 ans, « passant de 108 000 habitants à 398 265 » entre 1970 et 1986 (Motcho, 1991).

L'embellie économique consécutive au « boom de l'uranium » n'explique donc qu'en partie cette forte croissance démographique tribulaire dans une large mesure de l'afflux massif et continu de migrants vers Niamey. Le secteur informel, quant à lui, a participé à rendre Niamey attractive pour une population majoritairement sans qualification.

À l'origine de la croissance de la ville, on peut donc distinguer une migration progressive de migrants venant s'implanter dans les réseaux familiaux ou de connaissances, et une migration catastrophique et cyclique qui correspond aux sécheresses (Gillard, 2005).

Ces migrations ont donc entraîné la croissance de la population et une extension rapide de l'espace bâti tandis que le nombre de postes de police est resté quasiment inchangé.

2 - Insécurité et croissance mal maîtrisée à Niamey

Au total donc, Niamey connaît une forte croissance démographique. L'effectif de sa population reste encore méconnu car les statistiques sont souvent contradictoires et les recensements sont généralement organisés pendant l'hivernage, période pendant laquelle la population migrante quitte Niamey pour les travaux agricoles villageois. Cependant d'après les sources officielles la population a été multipliée par 36 en 50 ans passant de 33 816 habitants en 1960 à 1 222 066 en 2010. Le taux d'accroissement naturel ajouté aux effets de la migration provoque un accroissement démographique urbain d'environ 4,5 % alors que le taux de croissance démographique national n'est que de 3,3 % pour 1988-2001 (Adamou, 2012). Aussi la superficie de la ville a-t-elle été multipliée par 2,7 en 28 ans passant de 5 500 ha en 1984 à près de 15 000 ha en 2012. Même s'il faut relativiser ces chiffres qui sont souvent biaisés, la croissance tant démographique que spatiale est une réalité incontestable (fig. 2).

L'étalement urbain est le fait des lotissements massifs, opérés à la fois par les autorités centrales, municipales et les lotisseurs privés à partir des années 1990.

De 1990 à 2002, ce sont 52 469 parcelles qui ont été produites alors que de 1946 à 1990 il n'a été délimité que 51 341 parcelles. C'est dire qu'en douze ans, il a été produit plus de parcelles que lors des 50 précédentes années d'urbanisation. La production continue avec l'émergence de promoteurs privés. Ces derniers ont produit entre 2006 et 2011 plus de 50 327 parcelles. Au total, ce sont plus de 154 137 parcelles qui ont été légalement produites de 1946 à 2011 (dont 102 796 de 1990 à 2011) pour une population estimée à 1 300 000 habitants (185 715 ménages) ce qui donne en moyenne un peu plus d'une parcelle par ménage (Issaka, 2014).

Figure 2 - Les différentes générations de lotissements à Niamey

Pire, entre 2012 et 2014, ce sont plus de 62 150 parcelles qui ont été produites. En l'espace de trois ans, 8 156,3 ha ont été officiellement lotis. Cette dilapidation des ressources foncières a poussé l'État à interdire (officiellement) les lotissements privés en août 2014.

Cependant, par rapport à la plupart des capitales d'Afrique subsaharienne Niamey est une ville de taille modeste. Du fait de l'insuffisance et de la mauvaise qualité des moyens de communication, l'enclavement logistique du pays a été pendant longtemps un facteur de « repli » voire d'autarcie. En contrepartie, la ville n'a pas connu la même évolution exponentielle que certaines villes sahéliennes de même rang et fonction comme Ouagadougou et Bamako.

Ainsi, les phénomènes de banditisme ou de délinquance restaient marginaux. Cette accalmie relative a eu pour conséquence une minimisation du phénomène de délinquance à Niamey même de la part des autorités en charge de la gestion de la sécurité publique jusqu'au début des années 1970 (Issaka, 2010).

À cette époque, Niamey était de taille limitée et les vols étaient imputés aux étrangers qui se livraient à une sorte d'import-export de mobylettes entre le Niger et la Haute-Volta (actuel Burkina Faso). Mais dès cette époque cependant, l'étude du Conseil économique, social et culturel (CESOC) citée par Rabo (1981) invitait l'exécutif à se pencher sur le phénomène de la

délinquance à Niamey. En effet, elle constatait que certains jeunes migrants adoptaient des comportements délictueux.

Au début des années 1970 des études avaient déjà mis l'accent sur la délinquance juvénile (Rabo, 1981 et Poitou, 1976) en dénonçant le recrutement de jeunes migrants par des adultes pour en faire des délinquants voire des criminels. En effet, entre 1970 et 1973 sur 738 interpellés, il y avait eu 609 condamnations. Les rescapés sont pour la plupart des jeunes et c'est cette jeunesse qui a joué en leur faveur face au juge. Pourtant,

la délinquance juvénile est un point saillant de la violence urbaine. Traditionnellement, le brigandage recrute beaucoup parmi les jeunes entre la puberté et le mariage, dans une phase d'indépendance et de rébellion, quand l'absence de responsabilités familiales donne la liberté d'action nécessaire à la rapine (Pérouse de Montclos, 2002).

Les condamnations en elles-mêmes ne jouent pas l'effet escompté car au lieu d'être un lieu de rééducation du malfrat incarcéré, la prison fonctionne plutôt comme un lieu de stage d'aguerrissement. Conséquemment, elle ne joue pas son rôle de réinsertion sociale. Après avoir connu la prison, le migrant condamné n'en a plus peur, d'autant plus que certains délinquants condamnés se voient rejetés par leurs communautés villageoises qu'ils rechignent à rejoindre, préférant donc continuer à vivre à Niamey avec ceux de leurs compères qui ont eu la chance de ne pas se faire prendre par la police (Rabo, 1981).

Le début des années 1980 a été marqué par les plans d'ajustement structurels qui ont contraint l'État à restreindre l'accès à la fonction publique et à opérer des coupes budgétaires dans les secteurs sociaux. De plus en plus de citoyens, diplômés ou non, se sont retrouvés dans le même état « d'abandon ». Cette situation est préjudiciable à la quiétude sociale.

Par ailleurs, sur le plan politique, la seconde moitié de la décennie 1980 a été marquée par « la décrispation »² qui a signifié l'abandon de la politique du retour forcé vers leurs chefs-lieux d'arrondissement des jeunes urbains « désœuvrés »³. À partir de 1990, à la suite de la décrispation politique, les mouvements syndicaux ont exigé le retour à un État de droit démocratique et multipartite. Les grèves nombreuses et souvent violentes ont beaucoup participé

2. Slogan du nouveau chef d'État pour montrer la rupture avec son prédécesseur réputé hostile aux revendications politiques. La décrispation est perçue comme la marche inexorable vers plus de liberté et de démocratie.

3. Il s'agit d'une stratégie du régime d'exception qui, pour combattre l'insécurité, organise vers le début de la saison des pluies, des rafles dans la ville de Niamey pour reconduire les jeunes désœuvrés dans leur région d'origine. L'opération permet ainsi de diminuer la délinquance en ville et satisfait en même temps les parents qui voient le retour des bras valides pour les travaux agricoles.

à fragiliser le régime et même les patrouilles nocturnes qu'organisaient les forces de sécurité ont été abandonnées, permettant aux malfrats et autres hors-la-loi de sévir en toute liberté. Le phénomène a atteint son paroxysme avec la constitution des gangs territorialisés (Issaka, 2010). Progressivement, Niamey devient une ville où règnent l'insécurité et la violence. Des actes criminels jadis méconnus ou rarissimes comme le vol de voitures, les agressions contre les personnes, notamment les coups et blessures volontaires (CBV), sont devenues monnaie courante, dans une quasi-indifférence des autorités (fig. 3). À partir de 2000, la criminalité s'est accrue avec les mutineries de certaines garnisons militaires et la démission de la force publique face aux actions des malfrats. La conséquence est la multiplication des infractions, particulièrement le vol, dont le pic est atteint en 2002 avec les mutineries des militaires ayant permis l'évasion de nombreux voleurs et criminels des différentes prisons. La brusque chute des vols à domicile entre 2006 et 2007 est liée au démantèlement de plusieurs gangs qui opéraient dans la ville. Les nouveaux responsables de la police avaient mis beaucoup de moyens pour neutraliser les gangs qui la défiaient. En même temps, le phénomène de milice de quartier a resurgi dans certains quartiers ce qui a beaucoup déstabilisé les voleurs dont les citoyens ne comprenaient pas la mansuétude de la police à leur égard. Quant au jeune délinquant « sans famille, sans toit ni loi, exclu du système scolaire, [il ne] vit désormais que de ses larcins » aussi bien qu'à Dakar, Ouagadougou ou Harare (Pérouse de Montclos, 2002). Contrairement à Lagos et Ibadan (Nigeria) où les pratiques criminelles se sont longtemps installées (Fourchard, 2006), la criminalité est un phénomène relativement récent à Niamey.

Source : Issaka H. 2010

Figure 3 - Criminalité apparente enregistrée auprès de la police et de la gendarmerie à Niamey de 1999 à 2007

Notons que les vols et autres agressions sont plus marqués pendant certaines périodes de l'année. La saison froide est la plus prisée des malfrats car c'est le moment où tout le monde dort à l'intérieur des maisons et profondément. Les voleurs peuvent s'introduire facilement à l'intérieur des concessions et procéder à leur besogne. La raison en est aussi que ces mois suivent les récoltes et que les ménages sont donc relativement plus riches que pendant la saison des pluies ou surtout juste avant la soudure. C'est ainsi que les mois de novembre, décembre, janvier et février paraissent plus propices aux délinquants (fig. 4).

Source : Issaka, 2010

Figure 4 - Évolution mensuelle de la criminalité

L'absence de police de proximité, les crises sociopolitiques, la montée du chômage et la baisse de l'autorité de l'État favorisent la constitution des gangs. En quête de sensation, la presse intervient souvent pour amplifier le sentiment d'insécurité à travers des scoops alarmistes :

- « Insécurité à Niamey : Des voleurs sévissent avec armes et véhicules », *La griffe*, n° 246, 28 janvier 2008 ;
- « Recrudescence de l'insécurité à Niamey La police en guerre contre les malfrats », *Sahel Dimanche*, 8 février 2008 ;
- « Kidnapping en plein jour : Au-delà de la 4x4, la vie d'un enfant », *Le Canard déchaîné*, n° 403, 23 novembre 2009.

Ces titres de la presse publique et privée font croire à une insécurité généralisée. Ce sentiment favorise l'émergence des sociétés privées de sécurité.

II - La création des sociétés privées de sécurité : panacée contre l'insécurité ou remède contre la pauvreté de certains ?

Avec le développement de l'insécurité dans la ville, les citoyens sentent de plus en plus la nécessité de ne plus se contenter de la force publique qui semble dépassée par l'ampleur de la multiplication des attaques et autres crimes ou délits. Ainsi, « tous les espaces urbains sont des lieux d'expression de la violence. Toutefois, les quartiers populaires, les espaces marchands et les zones peu, non ou mal éclairées sont réputés plus dangereux que les autres » (Yapo, 2006). C'est pourquoi, à côté des gardiens individuels des ménages, s'est développé le phénomène de *yan banga*⁴ à travers lequel les jeunes des quartiers s'organisent avec l'accord du chef de quartier pour patrouiller afin de dissuader les voleurs. Après quelques succès initiaux, cette tactique a cependant fini par exaspérer à la fois la population et les défenseurs des droits de l'homme. Les premiers reprochent à ces « miliciens » le fait de forfaire leur mission en s'adonnant à des vols, voire à des viols dans leurs secteurs d'intervention. Les autres leur reprochent les traitements humiliants et dégradants infligés aux prétendus malfrats appréhendés. En effet, à l'image de leurs collègues d'Abidjan, « il arrive que ces jeunes veilleurs administrent une justice arbitraire et expéditive aux présumés voleurs et/ou complices au détriment du respect de la dignité et des droits humains » (Yapo, 2006). C'est dans ces conditions que les sociétés privées de sécurité ont commencé à se développer.

1 - La sécurité privée : un secteur nouveau dans un environnement favorable

Jadis réservée à la force publique, la sécurité s'est aussi libéralisée au point de devenir un secteur marchand comme les autres. Cette « libéralisation du monopole légitime de la violence physique » de l'État (Pérouse de Montclos, 2008) a fait le bonheur de quelques individus qui ont vite compris l'intérêt qu'ils pouvaient tirer d'une telle situation en s'engageant dans la sécurité privée. « Pour satisfaire leur besoin de sécurité, les personnes qui peuvent en supporter le coût ont recours aux services des sociétés de gardiennage ou à des particuliers » (Yapo 2006). Aujourd'hui, dans les secteurs centraux de Niamey, les agences privées de sécurité prolifèrent (fig. 5). Sur les quinze agences interviewées, une seule date d'avant 1990, toutes les autres ont été créées

4. Cette milice fonctionnait comme les *neighbourhood watches* devenues la *Vigilante* décrite par Fourchard (2006, p. 106) dans certaines villes nigérianes.

après les manifestations syndicales pour le multipartisme et l'instauration d'un État de droit.

Ainsi, les agences de sécurité se concentrent en centre-ville, une manière de se rapprocher davantage des clients potentiels notamment les banques, les assurances, les administrations parapubliques et privées, mais aussi les ménages aisés notamment ceux des quartiers résidentiels Plateaux, Issa Béri, Poudrière, Terminus, etc., qui abritent une majorité de hauts cadres, de commerçants et hommes d'affaires fortunés.

Parmi les entrepreneurs interrogés, 60 % affirment avoir créé leur agence pour combattre l'insécurité alors que les 40 % plaident plutôt pour la lutte contre le chômage des jeunes.

Figure 5 - Les services de sécurité et de gardiennage à Niamey

Alors que 47 % des entrepreneurs ont une formation de base en sécurité, la majorité (53 %) n'a aucune compétence dans le domaine. Ils recrutent des jeunes migrants « saisonniers » le plus souvent sans qualification ni formation et commencent avec des petits effectifs (en moyenne six agents). Aujourd'hui, la taille de ces agences est extrêmement variable puisque la plus petite compte 20 vigiles alors que des agences comme Mocam services, SAGE et SNS

totalisent chacune plus de 1 000 agents ! C'est dire le poids de ces agences dans la création de l'emploi urbain.

S'il faut accorder du crédit à la qualité des formateurs en majorité issus des forces de défense et de sécurité (FDS) et criminologues à la retraite (71 % des formateurs), il est étonnant de constater que la majorité des agences ne dispensent aucune formation à leurs employés (45 % des vigiles n'ont pas été formés par l'agence qui les emploie). Ceux qui forment, le font aussi généralement pour la forme. En effet, cette formation est dispensée par des retraités et s'étale sur à peine deux semaines à un mois.

Les principaux critères d'embauche des vigiles seraient la moralité, le niveau d'instruction et l'état de santé, physique et mentale sans que ces critères soient clairement définis par les employeurs. L'enquête révèle plutôt que le gabarit est le principal critère car aucune enquête sérieuse de moralité n'est menée avant le recrutement. Après une série de plaintes des clients face à des vols inexplicables, il s'est avéré que certains vigiles étaient en fait des repris de justice condamnés pour vol. Les employeurs rétorquent que les vigiles incriminés ont produit des casiers judiciaires vierges lors du dépôt de dossier et que la faute incombe à la justice qui n'a pas fait son travail.

La plupart des vigiles ne disposent ni de congés payés, ni d'assurance maladie ce qui les rend plus vulnérables. Outre le salaire dérisoire, les moyens de défense sont aussi inefficaces. Ces moyens sont constitués de matraques, de gaz anti-agresseur et d'armes blanches. Face aux menaces actuelles, ces moyens sont dérisoires, surtout la nuit pendant laquelle des gangs opèrent avec détermination bénéficiant de l'effet de surprise et disposant de moyens plus importants : armes blanches, pistolets automatiques, armes de guerre, etc.

Pour faire face à la concurrence et répondre aux besoins très divers des clients, les agences ont multiplié leur domaine d'intervention allant du gardiennage au nettoyage en passant par la sécurisation des manifestations, l'entretien des espaces verts, la surveillance, la protection rapprochée, etc.

La clientèle est tout aussi variée, allant des entreprises aux ménages. Le nombre de sociétés de gardiennage n'est pas connu avec précision par les différents promoteurs qui estiment le nombre d'agence à une cinquantaine. Beaucoup d'agences interviewées (87 %) travaillent aussi bien à Niamey qu'à l'intérieur du pays. En moyenne, le tarif des agences varie entre 100 000 et 150 000 F CFA par vigile et par mois soit entre 152 et 229 €. Les vigiles devraient certainement gagner plus pour bien travailler, mais les promoteurs estiment qu'il y a des coûts à supporter et donc ce sont les vigiles qui en font les frais.

Les promoteurs prouvent leur efficacité en affirmant à 93 % qu'ils ont l'habitude d'arrêter des malfrats. Ces derniers sont en majorité des Nigériens (100 % pour certains) mais aussi des ressortissants des pays voisins (Nigeria et Burkina Faso) avec 14 % chacun et du Togo (1 %). Les malfrats interpellés sont mis à la disposition de la police nationale pour approfondir les enquêtes. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles 80 % des promoteurs affirment qu'il y a une collaboration avec la police nationale qui fait le constat de vol et même d'échange des informations. Par contre, entre agences, la concurrence empêche toute collaboration : 47 % des promoteurs affirment avoir démarré leur agence avec des moyens propres, sans aide ni subvention. Un seul dit avoir bénéficié d'un prêt bancaire. La concurrence déloyale, l'informalisation des pratiques et le manque de professionnalisation constituent des conditions de travail que déplorent la plupart des agents, qui pourtant, paradoxalement, y contribuent largement. De manière assez classique ils avancent l'idée d'un verrouillage du secteur comme solution à ces carences : pour ce faire, ils souhaitent stopper la prolifération des agences et ils appellent de leurs vœux un service public garant de la moralité des promoteurs, une franche collaboration avec les forces de défense et de sécurité et une formation continue des vigiles.

Si ces pistes paraissent intéressantes, en l'état actuel des choses il est difficile que ces vœux se réalisent du fait de l'instrumentalisation dont ces acteurs sont l'objet de la part de leur autorité de tutelle. On se rappelle du cri du cœur lancé par un homme politique qui avait voulu solliciter le service des agences privées de sécurité pour sa propre sécurité. Le ministre de l'Intérieur aurait menacé de retirer l'autorisation d'exercice à quiconque offrirait ses services à cet adversaire politique⁵. Dans une telle situation, il est à craindre que l'immixtion du politique dans leur fonctionnement risque d'en faire des milices au service d'un camp et donc les rendre plus vulnérables en cas d'alternance politique.

2 - La fonction de vigile à Niamey, un métier à risque pour un salaire de misère

La fonction de vigile à Niamey incombe principalement aux hommes. Sur les 91 personnes interviewées, une seule est de sexe féminin. Pourtant on voit aujourd'hui l'engouement des filles pour les corps militaire et paramilitaire. Les vigiles ont pour 72 % entre 20 et 39 ans. Cette jeunesse relative peut s'expliquer par le fait que la profession est récente à Niamey et engage beaucoup de jeunes sans qualification. Elle s'explique également par

5. Information rapportée par la presse et abondamment commentée mais jamais démentie par les services du ministère ce qui confirme sa véracité.

les stratégies de recrutement des entrepreneurs. Le niveau d'instruction des vigiles est globalement faible. Seuls 2 % ont fréquenté le lycée alors que 16 % ne savent ni lire ni écrire. Dans un contexte de chômage élevé, ces jeunes espèrent du gardiennage un moyen de gagner un revenu fixe. Ils sont dans la majorité mariés (61,5 %). Les vigiles sont à plus de 88 % originaires des régions proches de Niamey. Ils se recrutent dans toutes les communautés.

Les vigiles sont très mal payés. Le salaire moyen minimal est de 40 000 F CFA (soit 61 €) selon les employeurs et le salaire maximum moyen serait de 62 000 F CFA (près de 95 €). Sur les 91 vigiles interviewés, 61,5 % ont un salaire moyen compris entre 25 000 et 35 000 F CFA (38,11 € et 53,35 €) et seulement 2 % gagnent un revenu supérieur à 80 000 F CFA (près de 122 €). Seulement 18,7 % des vigiles ont un salaire supérieur à 55 000 F CFA. C'est donc une activité peu rémunérée et la plupart de ceux qui l'exercent le font faute de mieux (78 %). Ce n'est pas surprenant car mêmes les jeunes diplômés ont de la peine à trouver un emploi stable. La précarité des conditions de vie fait que les vigiles « migrent » d'une agence à l'autre à la recherche d'un « mieux-être relatif ».

Parmi les 91 agents de sécurité privée, seuls 3 % sont d'anciens militaires, les autres n'ont aucune expérience en matière de sécurité ou de gardiennage. Nonobstant le revenu dérisoire, 75 % n'exercent parallèlement aucune activité alors que 38,5 % ont au moins cinq personnes à charge. La frustration de beaucoup vient du fait que l'ancienneté ne donne pas droit à un meilleur salaire (tabl. 1).

Ancienneté/ revenu mensuel en F CFA	de 25 000 à 35 000	de 40 000 à 50 000	de 55 000 à 75 000	de 80 000 à 10 0000	Total
Moins de 3 ans	40	11	7	0	58
De 4 à 6 ans	13	3	5	0	21
De 7 à 10	2	3	1	1	7
Plus de 10 ans	1	1	2	1	5
Total	56	18	15	2	91

Source : Enquête de terrain, Issaka, mai 2015

Tableau 1 - Répartition du revenu mensuel en fonction de l'ancienneté dans le service

C'est le poste occupé qui différencie la paie mensuelle. Ceux qui exercent dans les institutions internationales ou des ONG étrangères sont ainsi mieux payés parce que ces institutions versent plus d'argent aux promoteurs et, en plus, certaines d'entre elles veillent à ce que les agents mis à leur disposition aient

un salaire légèrement plus élevé que les autres, pour remplir convenablement leur mission. Le poste occupé est lié à l'agent chargé de faire les placements.

La précarité du revenu fait que près de 51 % des vigiles vont à pied à leur poste de travail contre 10 % qui prennent un taxi (tabl. 2). Les autres disposent de leurs propres moyens de déplacement (vélo ou moto).

Personnes à charge/ moyen de déplacement	À pied	Taxi	Bus	Vélo	Moto	Total
De 1 à 4	35	6	3	5	7	56
De 5 à 7	6	2	0	9	3	20
Plus de 7	5	2	1	4	3	15
Total	46	10	4	18	13	91

Source : enquête de terrain, Issaka, mai 2015

Tableau 2 - Moyen de transport utilisé et nombre de personnes à charge du vigile

Dans un système où le recrutement ne repose pas sur le mérite, il n'est pas étonnant que ceux qui sont relativement favorisés soient des proches des patrons de l'agence. Sur les 18,6 % des agents qui gagnent plus de 50 000 F CFA (77,22 €) par mois, près de 8 % ont moins de trois ans d'ancienneté, traduisant ainsi le lien entre salaire et poste occupé. Cependant, les 2 % des agents ayant plus de 80 000 F CFA (près de 122 €) de salaire mensuel totalisent au moins sept ans d'ancienneté. Tout de même, les nouveaux sont majoritairement ceux qui ont le revenu le plus faible (71 % des cas).

Au regard des avis des vigiles, le métier ne présente pas d'avenir puisque 80 % d'entre eux ne souhaitent pas continuer dans cette voie à cause des bas salaires. D'ailleurs, 18 % de ces vigiles sont déjà à la recherche d'un autre emploi. En somme, près de 73 % des vigiles sont prêts à quitter le poste aussitôt car ils se sentent surexploités à la fois par leurs patrons et par les clients. Dans tous les cas, les services demandés excèdent souvent ce qui figure dans le contrat. Ainsi, 63 % des vigiles interrogés exercent une activité autre que la garde. Les services demandés vont des courses diverses au lavage des automobiles et motos, etc. (fig. 6).

Ces tâches extraréglementaires permettent cependant aux vigiles d'avoir de quoi assurer la pitance quotidienne et de patienter pour attendre le salaire mensuel.

Parallèlement, un autre type de vigiles commence à se répandre à Niamey : les vigiles des associations islamiques reconnaissables à leur tenue avec des grades et qui n'offrent leur service qu'aux dites associations, sans contrepartie financière. Ces gardiens de la foi, localement appelés *a-gazi* ou secouristes,

Source : enquête de terrain, Issaka, mai 2015

Figure 6 - Les services demandés aux vigiles en dehors de leur service réglementaire

sont disciplinés et dévoués à la cause de la religion. Ce sont de nouveaux acteurs dans un secteur de plus en plus compliqué et qui doit être sérieusement encadré pour éviter des dérives préjudiciables à la sécurité publique.

Conclusion

La migration vers Niamey, phénomène ancien, a contribué à la fabrique urbaine en faisant évoluer rapidement ses effectifs, comme souhaité par le colonisateur qui voulait en faire une ville importante dans l'armature urbaine nationale. Si cette croissance a été rapide, elle a souvent été aussi mal encadrée, surtout avec la fin de l'État providence. La ville n'arrive plus à satisfaire une grande partie de la population et surtout les plus jeunes qui arrivent en masse des villages à la recherche d'une vie meilleure. L'absence d'emploi et de perspectives conduit certains à adopter des comportements inciviques voire criminels. Ainsi, Niamey qui, jusque dans les années 1980 était une ville sûre a tendance à l'être moins depuis la libéralisation des différents secteurs de la vie économique, sociale et politique du pays. La création des agences privées de

sécurité survenue pour pallier les abus des milices des quartiers n'est pas pour l'instant une solution durable, du fait du manque de motivation des vigiles qui sont exploités aussi bien par leurs employeurs que par certains services qui les accueillent. Parallèlement, un phénomène de même nature se développe dans la ville de Niamey et qui mérite qu'on y accorde un intérêt particulier : les secouristes qui, comme les vigiles des agences privées de sécurité ont une tenue particulière et sont entièrement à la disposition des associations islamiques pour assurer la sécurité des rassemblements qu'organisent ces structures.

Bibliographie

Adamou A., 2012 - *Mobilité résidentielle et processus d'étalement de la ville de Niamey (Niger)*. Thèse de doctorat : Université Abdou Moumouni, 301 p.

Alpha Gado B., 1998 - Environnement et pauvreté au Niger : Crises écologiques, migrations et pauvreté urbaine. In : Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, ed. - *Urbanisation et pauvreté en Afrique de l'Ouest*. Niamey, Actes du colloque du Département de Géographie/FLSH/UAM, n° hors-série, p. 63-78.

Bernus S., 1969 - Particularismes ethniques en milieu urbain : l'exemple de Niamey. Thèse de 3^e cycle, Lettres. Paris : Musée de l'homme, Institut d'ethnologie, 259 p.

Everett L., 2013 - Une théorie de la migration. In : Victor P., dir., *Les théories de la migration*. Paris : INED, p. 108-117, coll. « Les Manuels ».

Fourchard L., 2006 - Les territoires de la criminalité à Lagos et à Ibadan depuis les années 1930. *Revue Tiers-Monde* n° 185, p. 95-111. [En ligne] <http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2006-1-page-95.htm>

Fourchard L. et Albert I. O., 2003 - Sécurité, crime et ségrégation dans les villes d'Afrique de l'Ouest. Du XIX^e siècle à nos jours. Ibadan : IFRA/Paris : Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 450 p.

Gillard P., 2005 - *L'extrême pauvreté au Niger : Mendier ou mourir*. Paris : Karthala, 280 p.

Harou A., 2011 - *Croissance urbaine et insécurité en Afrique sahélienne : cas de la ville de Niamey*. Thèse de doctorat : Université de Lomé, 361 p.

Issaka H., 2014 - La promotion immobilière informelle à Niamey : l'irrégularité comme réponse à la crise du logement. *Annales de l'Université Abdou Moumouni de Niamey*. n° spécial, p. 119-131.

—, 2010 - *Mise en carte et gestion territoriale des risques en milieu urbain sahélien à travers l'exemple de Niamey (Niger)*. Thèse de doctorat : Université de Strasbourg, 346 p.

Mounkaila H., 2002 - De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger). [En ligne] *Revue européenne des migrations*

internationales, vol. 18, n° 2, <http://remi.revues.org/1662> ; DOI : 10.4000/remi.1662

Motcho K.H., 1991 - *Cadre de vie et systèmes de santé à Niamey (Niger)*. Thèse de doctorat : Université Michel de Montaigne, 330 p.

Pérouse de Montclos M.-A., 2008 - États faibles et sécurité privée en Afrique noire. De l'ordre dans les coulisses de la périphérie mondiale. Paris : L'Harmattan, coll. « Déviance et société », 210 p.

——, 2002 - *Villes et violence en Afrique noire*. Paris : IRD-Karthala, 311 p.

Poitou D., 1978. - *La délinquance juvénile au Niger*. Niamey : Institut de recherches en sciences humaines, coll. « Études nigériennes », n° 41, 219 p.

Rabo Z., 1981 - *La délinquance en milieu urbain au Niger*. Mémoire de maîtrise : Université du Bénin (Togo), 54 p.

Sidikou A. H., 1980 - *Niamey : étude de géographie socio-urbaine*. Thèse d'État : Rouen, Université de Normandie, 448 p. + annexes.

Yapo S., 2006 - Villes et violences en Afrique de l'Ouest. *Débats courrier d'Afrique de l'Ouest*. Juillet-août n° 36-37, p. 44-48.

Résumé

La migration vers les grandes villes constitue un refuge pour la plupart des jeunes ruraux qui, pour s'émanciper ou pour subvenir à leurs besoins quittent leurs terroirs après les travaux des champs pour venir passer les trois quarts de l'année en ville. Niamey accueille ainsi une forte population migrante parfois en transit vers le Maghreb. Ceux qui y restent sont parfois désenchantés et désemparés car la ville n'est plus cet eldorado où chacun trouve son compte. Ces exclus, usent de tous les stratagèmes pour survivre allant parfois jusqu'à constituer des gangs spécialisés. L'objectif de cette étude est de montrer l'impact des migrations mal canalisées sur la sécurité de la population. Une enquête a été menée auprès des ménages, de l'administration et des structures organisées afin de comprendre le phénomène et les stratégies développées par les uns et les autres. Il ressort des investigations menées en mai 2015 que l'État a failli dans sa mission régalienne d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Face à cette situation, les personnes physiques et morales se sont adaptées en développant le système de sécurité privée communautaire ou individuelle. Le développement des agences privées de sécurité, loin d'être une panacée, a permis avec quelques succès indéniables de la police nationale, de contenir le phénomène dans une proportion moindre par rapport à certaines capitales. Cependant, l'inquiétude persiste car les criminels ont démontré qu'ils savent s'adapter aux situations et la paupérisation croissante de la jeunesse désœuvrée constitue un danger pour les prochaines années.

Mots-clés : Exode rural, migration, violence urbaine, sécurité privée, Niamey, Niger

| Abstract |

Rural exodus, urbanization and private security in Niamey

Large cities are like a refuge for most of the rural young people who intend to emancipate themselves or to make both ends meet. In this line, they leave their villages after the rainy season, and they devote three-fourth of the year to their stay in the city. Thus, Niamey accommodates a large number of migrants who are sometimes in transit for the Maghreb. However, those who stay usually get disillusioned and helpless because the city is no longer the paradise they dream about. As a matter of fact, these excluded migrants use all possible types of strategies to survive, and sometimes they even set up specialized gangs. Therefore, this study aims at describing and showing the impacts of this poorly channeled migration on the security of the population. In this vein, surveys targeting the households, the authorities and the organized structures were conducted in order to understand the phenomenon, and the different groups' strategies. It comes out that the state has failed in its sovereign mission to ensure the safety of the people and their assets. In such a situation, the people and the legal established entities have adapted themselves by developing a community or individual private security system. However, far from being a panacea, the development of private security agencies enabled the national police force to achieve some undeniable successes, to contain the phenomenon to a lesser extent compared to some other capitals. However, the issue remains unsolved because the criminals have shown that they can adapt and the growing impoverishment of the unemployed youth makes feel that the next coming years will be worse.

Keywords: *Rural exodus, migration, urban violence, private security, Niamey, Niger*